

Les étudiantes comme migrantes?

L'exemple des Russes à l'Université Libre de Bruxelles de 1905 à 1914

VINCIANE GODFRIND

Licenciée en Histoire – Université Catholique de Louvain

L'histoire des migrations en Belgique relève généralement des critères économiques et/ou politiques pour expliquer le choix de quitter son pays d'origine. On utilise généralement ces critères pour expliquer les migrations italiennes, marocaines ou encore espagnoles,... Pour les étudiantes russes réalisant leurs études à l'Université Libre de Bruxelles (ULB), ces critères sont aussi à prendre en compte mais d'autres motifs sont bien plus significatifs. En dépouillant les archives classiques de l'histoire migrante des étudiantes, nous avons pu démontrer que les motifs poussant ces femmes russes à s'exiler en Belgique sont plus diversifiés que ces deux critères généraux et qu'elles s'installent provisoirement en Belgique contrairement à la plupart des migrants qui s'y établissent définitivement.

1. LES SOURCES

Concernant la recherche sur les étudiantes russes, les sources premières sont bien entendu les sources académiques. Pour l'ULB, nous disposons d'un inventaire (Despy-Meyer, 1980) qui reprend les inscriptions de toutes les étudiantes. Dans cet ouvrage, 131 étudiantes russes ont été repérées pour notre période. En confrontant cette source aux registres d'inscriptions de l'ULB (fiches originales, fichier informatique et microfilms conservés aux archives de l'université) nous avons pu relever le passage de 13 étudiantes non mentionnées dans l'inventaire. Ces 13 étudiantes figurent, comme toutes les autres, dans les *Rapports sur l'année académique* dépouillés systématiquement pour les années académiques 1905-1906 à 1918-1919. Au total donc, 144 étudiantes ont été retenues. Nous connaissons l'identité de ces jeunes femmes, leur ville de provenance, les années d'études effectuées et leurs éventuels diplômes.

Nous avons souhaité compléter ces dossiers par les *bulletins d'inscriptions aux cours de l'Université Nouvelle*, certaines étudiantes ayant choisi de suivre

des cours dans cet établissement issu de l'ULB.¹ Les fiches ainsi que des dossiers individuels d'étudiantes ont pu être dépouillés mais les informations trouvées étaient déjà en notre possession à l'exception de renseignements concernant un étalement de paiement demandé par certaines étudiantes.

Pour compléter nos recherches, nous nous sommes penchés sur l'apport de sources classiques pour l'histoire des migrations: les dossiers de la Sûreté publique – police des étrangers (Boone & De Poortere, 1996) et les registres de population (Stengers, 1992, 91). La recherche des premiers s'apparente parfois à un parcours du combattant. Les dossiers postérieurs à 1911 sont conservés à l'Office des étrangers. Les Archives Générales du Royaume (AGR) possèdent les dossiers antérieurs à 1911 c'est-à-dire jusqu'au numéro 1.000.000. Nous n'avons pu trouver les étudiantes dont le nom commence par les lettres comprises entre Kaa et M: les microfilms s'arrêtent à Kaa et les microfiches commencent à M. Nous avons tenté par divers moyens de combler ce manque mais nous n'y sommes pas parvenus. Nous avons aussi trouvé des dossiers de la Sûreté de l'état – police des étrangers aux Archives de la Ville de Bruxelles (AVB) même s'ils ne sont pas censés y être. Ces dossiers d'étrangers concernent uniquement les passages des étudiantes dans la ville de Bruxelles. Ce constat nous amène à penser que d'autres dossiers des étudiantes ayant effectué leurs études à l'ULB pourraient se trouver à Liège², Gand, Anvers³, c'est-à-dire dans les villes où elles ont fini par s'installer. Liège et Gand étant des villes universitaires, certaines étudiantes ont en outre pu changer d'établissement, notamment pour rejoindre un membre de leur famille.

La consultation des dossiers de la police des étrangers s'est révélée très fructueuse pour les étudiantes russes. Nous avons pu obtenir des informations sur leurs lieux de résidence en Belgique, le nom, le prénom (retranscrit en français suivant le prénom originel, par exemple, Refka devient Rebecca,...), la nationalité, les noms et parfois la profession des parents, le statut marital, les dates d'arrivées, des mentions éventuelles (réfugiés politiques,...), des enquêtes de police, des actes de mariage, des actes de naissance, des demandes de séjour ou de naturalisation.

¹: L'Université Nouvelle est fondée en 1893-1894 suite à des divergences politiques au sein de l'ULB. L'Université Nouvelle est la fraction la plus progressiste.

²: Sara Alter épouse Emile Allard, professeur de l'Université de Liège.

³: Pessie Pesselnick, Léa Broussine s'installent à Anvers, cette dernière avec son époux.

Les dossiers conservés aux AVB précisent quant à eux des mentions sur l'aspect physique (taille, couleur des cheveux, couleur des yeux,...). Pour être le plus complet possible, nous nous sommes également penchés sur les registres de population conservés aux AVB. S'ils apportent moins d'informations que les dossiers de la police des étrangers, ils permettent cependant d'établir le parcours de l'étudiante à Bruxelles, plus que son simple passage à l'université.

En prenant en compte l'ensemble de ces sources d'archives, nous avons pu approfondir les indications de l'inventaire d'Andrée Despy-Meyer pour 85 étudiantes, ce qui représente près de 60% d'entre elles.

Les sources pour l'histoire des migrations se complètent aussi souvent par des souvenirs et mémoires des migrants, de la correspondance,... Nous n'avons pas poussé la recherche dans ce sens; toutefois, nous avons déniché le témoignage de Stéphanie Chandler (1912, 32) une étudiante française qui effectue ses études à l'ULB de 1906 à 1909 et qui évoque ses camarades russes.

2. L'ÉTUDIANTE RUSSE COMME L'ÉTRANGÈRE

Comme tous les étrangers qui s'établissent en Belgique, les étudiantes doivent se soumettre à un ensemble de lois spécifiques.

"L'étranger qui souhaite faire ses études sur le territoire belge doit être en possession d'un visa d'établissement provisoire. L'administration de la sûreté publique peut rechercher les antécédents judiciaires de l'étranger dans son pays d'origine mais aussi dans divers pays où il a séjourné" (Bekaert, 1940, 134).

Nous avons donc trouvé des mentions telles que: "rien de répréhensible n'a été observé sur son compte".⁴ Mais deux étudiantes ont fait l'objet de recherches: Janina Berson, qui a été expulsée de Prusse, et Barbe Czechowska, qui fut enfermée dans la forteresse de Varsovie pour avoir répandu des tracts révolutionnaires. Cependant, il n'y a pas eu par la suite de surveillance particulière à leur égard.

Les étudiants doivent obligatoirement s'inscrire aux registres de population de la commune où ils résident et doivent signifier tout changement de

⁴ Par exemple: Rebecca Ellenbogen, n° de dossier: 882 612 aux AGR ou encore Sara Sophie Endelman, n° de dossier: 992 654 aux AGR.

résidence. S'ils souhaitent retourner dans leur pays d'origine pour une durée limitée, ils doivent avoir un visa belge pour pouvoir franchir la frontière.

Le statut d'étudiant étranger implique néanmoins une différence avec celui de l'étranger qui s'installe en Belgique pour travailler. Puisque les étudiants ne viennent pas pour exercer une activité lucrative, ils doivent justifier l'origine des revenus leur permettant de vivre. Ce principe n'est pas appliqué systématiquement mais on trouve à cet égard certaines mentions intéressantes. Pour Jeanne Schonwitz ou Olga Wywodzeff, les dossiers de la police des étrangers mentionnent qu'elles sont "rentières". On sait aussi que les parents de Cécile Braude-Endelman, Gustavine Mualstein et Sarah-Esther Trainine subviennent à leurs besoins. Sarah-Esther Trainine doit rentrer en Russie en 1915 car ses parents ne lui envoient plus d'argent.

3. LES MOTIFS D'ÉMIGRATION

Avant d'établir les raisons qui poussent ces étudiantes à venir s'instruire en Belgique, situons ce mouvement étudiant sur un plan européen. Les étudiants russes, qu'ils soient hommes ou femmes choisissent largement les universités allemandes, suisses ou belges et, dans une moindre mesure, les hautes écoles françaises.

Précisément, les étudiantes russes en Suisse sont 1546 sur 1904 inscriptions féminines pour la période allant de 1860, année d'ouverture aux femmes de l'université de Zurich, à la Première Guerre mondiale. A Bruxelles, de 1880 à 1914 les étudiantes étrangères sont 359 dont 201 Russes, sur un total de 619 étudiantes. A Liège, sur un total de 646 étudiantes, 348 sont étrangères dont 241 Russes, sans compter les 57 étudiantes polonaises qui refusaient d'être assimilées aux Russes (Godfrind, 2005, 47). Dès lors, pourquoi cet afflux migratoire important dans nos universités?

Le premier motif à retenir est celui des discriminations et des humiliations subies pour des motifs religieux. Parmi les 144 étudiantes russes de Bruxelles, 90 seraient juives. Pour 10 d'entre elles, le terme "Israélite" figure explicitement dans leur dossier de la police des étrangers. Pour les autres étudiantes, en croisant leurs prénoms (Esther, Rachel, Rebecca,...) avec leur nom de famille (Bernstein, Goldstein, Kaplan,...) ainsi qu'avec le prénom de leurs parents (Abraham, Israël, Jacob,...), on peut avancer que 80 d'entre

elles sont juives. Ce premier motif est très significatif. En effet, dans l'empire russe, les juifs étaient contraints essentiellement de vivre dans la zone de résidence.⁵ Ainsi, 67% des étudiantes y résidaient avant de venir en Belgique, la majorité d'entre elles dans des grandes villes (Varsovie, Minsk, Riga,...). Depuis 1880, les vexations contre les juifs se multiplient dans tout l'empire: interdiction d'être nommé dans l'administration ou à la douma, *numerus clausus* dans les universités tant dans la zone de résidence qu'en dehors,... Beaucoup de juifs préfèrent donc quitter l'empire tsariste.

Un deuxième motif est administratif (Gouzevitch & Gouzevitch, 2003, 278) mais lié aux discriminations: l'accès à l'enseignement est limité pour les juifs. Le *numerus clausus* imposé aux juifs dans l'empire tsariste oblige les candidats juifs à un diplôme à s'expatrier. Signalons qu'il existait, depuis 1897, à Saint-Pétersbourg, hors-zone de résidence, un institut médical féminin qui ne pouvait accueillir que 3% de juifs. Dès lors, des étudiantes juives allaient jusqu'à se faire délivrer des cartes de prostituées pour pouvoir résider dans la ville (Lacomble-Masereel, 1980, 96). Mais il n'y a pas que les femmes juives qui se voient interdire les universités puisqu'en 1909, le gouvernement de l'empire considère que c'est l'ensemble des femmes qui "encombrent" illégalement les universités. Elles sont admises comme auditrices mais on préfère leur organiser des heures de cours spécifiques en parallèle avec celles des garçons.

4. LE CHOIX DE LA BELGIQUE

Les universités belges de Bruxelles, de Gand et de Liège (celle de Louvain n'accueillera les femmes qu'à partir de 1920) bénéficient d'une certaine réputation et sont perçues comme des leaders mondiaux. Les dissensions existant en Belgique, entre les catholiques et les libéraux intéressent l'intelligentsia russe.

De plus "une mode russe" se développe en Europe. A Bruxelles, une Maison russe est créée, les ballets russes viennent en représentation et en 1906 une pièce de théâtre d'Ivan Gilkin *Les étudiants russes* se joue dans la capitale.

⁵ Cette zone comprenait les actuels pays baltes, la Biélorussie, l'Ukraine ainsi qu'une partie de la Pologne.

Notons aussi la présence belge en Russie des entreprises de verrerie et de tramways (à Kiev, Saint-Pétersbourg, Varsovie, Moscou, Rostov-sur-le-don,...) ainsi que des fabriques de textiles en Pologne russe et l'implantation de Solvay dans le secteur de la chimie, qui ont certainement contribué à l'image de la Belgique en Russie. En 1866, le nombre de juifs installés en Belgique est de 3000 et à la veille de la Première Guerre mondiale, ils sont environ 22.000 (Godfrind, 2005, 47). Le sentiment antisémite semble peu présent dans notre pays, certains personnages publics, comme Emile Vandervelde, n'hésitent pas à prendre le parti des juifs.

5. INSTALLATION À BRUXELLES

Parmi les étudiantes russes de Bruxelles, 109 s'installent à Ixelles principalement dans les environs de la place Fernand Coq, quartier fréquenté par beaucoup de juifs (*Ibid.*, 47). La commune d'Ixelles est celle qui comptabilise le plus de lieux de résidence des étudiantes. A Bruxelles, on trouve une concentration d'étudiantes dans les environs de la Grand place, de la place du Sablon et de la cathédrale des Saint-Michel et Gudule. La plupart s'établissent dans les rues "juives": rue des Minimes, rue de Ruysbroeck (où se trouve l'Université Nouvelle), rue des Tanneurs,...

"Le fait de se grouper en quartier a tendance à atténuer le choc de la transplantation: dès lors, de réelles filières ont pu se constituer et provoquer l'arrivée massive de juifs d'une même origine dans certains quartiers" (Schreiber, 1993, 39).

On constate qu'à Ixelles les étudiantes juives viennent principalement de la zone de résidence russe (sans compter la Pologne et la Courlande⁶) et qu'à Bruxelles, les étudiantes juives russes sont issues de la Pologne russe.

Les étudiantes russes non juives optent aussi pour les deux communes précitées. "Les femmes russes étaient relativement indignées du traitement infligé aux femmes juives" (Chandler, 1912, 32). Elles pouvaient donc sans difficultés côtoyer les jeunes femmes juives.

⁶ Région de Lettonie, non loin de Riga.

6. CHOIX DES ÉTUDES

Le choix des étudiantes russes se porte d'abord sur la médecine. C'est la faculté la plus fréquentée de l'ULB. Cette situation est identique à Liège et dans les universités allemandes et suisses. Sur les 144 étudiantes, 45 n'entament qu'une seule année d'études et seulement 21 obtiennent un diplôme (Despy-Meyer, 1980, XVI) mais ces résultats sont comparables à ceux des jeunes filles belges. En comptabilisant toutes les années d'études sur le total d'années réalisées par les étudiantes russes, 41% des inscriptions sont prises en médecine. Ceci peut s'expliquer par les difficultés d'accès en Russie à d'autres professions, comme le droit, mais surtout par la possibilité ultérieure pour les Russes juives d'exercer la médecine sur tout le territoire de l'empire. Le second choix, avec 25% des inscriptions, se porte sur les sciences naturelles. Puis viennent les sciences sociales avec 20% des inscriptions. Cette dernière discipline accueille le plus de ressortissantes russes pour une seule inscription. Deux étudiantes seulement s'inscrivent en sciences appliquées, l'une d'elle, Svartoni Pakhlavouni obtiendra son diplôme en 1919. Deux autres étudiantes s'inscrivent en droit mais ne termineront pas leurs études.

7. DES ÉMIGRANTES ÉCONOMIQUES OU POLITIQUES?

Dans la logique des études effectuées, le coût des études est important. Le coût des études en Belgique est cependant moins élevé qu'en France. Pour cinq étudiantes, la mention "bourgeoise" figure dans le dossier de la police des étrangers. On peut donc supposer qu'elles disposent d'une certaine aisance économique. Deux étudiantes sont signalées "rentières" et une troisième peut être considérée comme telle parce que sa mère qui l'accompagne en Belgique est rentière. L'exemple de ces jeunes femmes ne peut être appliqué aux autres étudiantes. Dans les bulletins d'inscriptions de l'Université Nouvelle, des étalements de paiement sont mentionnés pour quatre étudiantes: ceux-ci varient entre 15 et 100 francs. A l'ULB, pour les examens (première et deuxième épreuve), les étudiantes doivent s'acquitter d'une somme de 100 francs. Certaines jeunes filles selon un témoignage d'époque se placent comme gouvernantes ou institutrices pour payer leurs études.

"C'est sa quatorzième année d'études, car elle ne peut se consacrer à l'étude que 4 mois sur 12, alors que pendant le reste de l'année, elle est obligée de se placer afin de subsister et pendant ce temps d'économiser" (Chandler, 1912, 33).

On peut aussi se demander si des motifs politiques ont poussé ces jeunes femmes à quitter l'empire tsariste. En ayant choisi l'année 1905 comme limite temporelle de notre étude, nous souhaitons observer si les mouvements révolutionnaires que connaît l'empire contraignent ou influencent les étudiantes russes à venir s'installer ici. Les mentions du genre "faits révolutionnaires" sont peu renseignées dans les dossiers de la police des étrangers et inexistantes dans les autres sources. On sait par exemple que Léa Broussine a été enfermée en Sibérie pour "moralité douteuse" en 1910. Nous avons déjà évoqué les arrestations de Janina Berson et Barbe Czechowska. Rosa Holper est convoquée au commissariat de Bruxelles, certainement parce que son mari est considéré comme anarchiste. Ce sont les seuls cas répertoriés qui auraient pu orienter le choix de quitter l'empire.

Par contre, nous savons qu'en Belgique plusieurs étudiantes assistaient à des meetings ou à des réunions antimilitaristes. Un procès verbal a aussi été dressé suite à la mort suspecte d'Esther Kaplan. On peut donc dire que la plupart des étudiantes russes de l'ULB étaient surtout venues tenter leur chance d'étudier à Bruxelles pour échapper aux discriminations racistes qu'imposait aux juifs ce régime du tsar pour lequel elles nourrissaient peu de sympathies. "Elles choisissent pour armes la science et pour cri de ralliement lumière et savoir" (*Ibid.*, 32).

Terminons notre propos par la suite donnée à ces études. La migration étudiante est en principe "temporaire". Nous savons par exemple que quatre étudiantes sont retournées dans l'empire mais parmi elle, Pauline Kounitza reviendra en Belgique, en 1946. Certaines étudiantes s'installent en Belgique, en Suisse, voire en Autriche. Svartoni Pakhlavouni, qui avait regagné l'empire en 1915, reviendra sur le territoire belge en 1924 pour travailler pour une société belge car elle ne veut pas rester en URSS. Elle considère d'ailleurs la Belgique comme "une seconde patrie", ce sentiment est certainement renforcé par la présence de son frère qui épousera une Belge en 1933.⁷ Deux sœurs, Sara et Esther Alter sont aussi attachées à la Belgique. La première épouse un professeur de l'Université de Liège. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle fait partie du Comité de défense des juifs s'occupant principalement des enfants. La seconde, après avoir quitté le pays, revient en 1953,

⁷ Svartoni Pakhlavouni, n° de dossier: 880 631 aux AGR.

comme réfugiée de l'ONU. Elle décède, à Ixelles, à l'âge de 78 ans. Sophie Weitzer aussi reviendra en Belgique et décèdera à Liège. Adèle Plonskier meurt en Belgique en 1912. Plusieurs étudiantes dont on n'a plus de trace sont rayées des registres de population des décennies après leurs études. Rosa Holper reste en Belgique après ses études et obtient la naturalisation belge en 1938. "Étant née à Riga, je suis inscrite comme russe mais au fond ma nationalité est incertaine..., mon mari étant ukrainien..."⁸ Bien que nous ne possédions pas ce genre d'informations pour toutes les étudiantes, les explications de ces femmes permettent de mieux saisir le lien construit pendant leurs études en Belgique.

L'utilisation des sources classiques en histoire des migrations, l'importance du nombre d'étudiantes russes, l'existence d'un phénomène similaire dans d'autres pays d'Europe, les étudiantes devant se soumettre aux mêmes lois que les étrangers, voire même à des articles plus précis que ceux pour les étrangers "définitifs", sont des caractéristiques qui permettent de tendre vers l'idée que ces étudiantes russes ont constitué un mouvement migratoire. Ces caractéristiques générales sont bien entendu renforcées par des motifs précis du choix des migrations notamment par la situation que connaît l'empire tsariste: discriminations religieuses, difficultés d'accès à l'enseignement pour les femmes et les juives,... Ces motifs de migration expliquent aussi le choix des étudiantes russes d'effectuer principalement des études de médecine et aussi de se grouper dans des quartiers bruxellois à forte population juive. De plus, l'installation de certaines étudiantes en Belgique, des années après leurs études, est assez significatif surtout, lorsqu'elles évoquent le choix de notre pays comme "seconde patrie".

L'ensemble de ces observations permet de conclure que le choix des étudiantes russes d'effectuer leurs études à l'ULB s'inscrit dans un contexte plus large que le simple fait d'étudier à l'étranger. Dès lors, il paraît évident que cette présence russe à Bruxelles est un mouvement migratoire à part entière avec ses caractéristiques propres par rapport à un mouvement migratoire "définitif".

ABRÉVIATIONS

AGR	Archives Générales du Royaume
AVB	Archives de la Ville de Bruxelles
ULB	Université Libre de Bruxelles

⁸ Rosa Holper, n° de dossier: 879 558 aux AGR.

BIBLIOGRAPHIE

- BEKAERT (C.), *Le statut des étrangers*, 1^{er} volume, 1940.
- BOONE (B.) & DE POORTERE (R.), "Ministère de la justice – service de police des étrangers", *Inventaire des microfilms du fichier des dossiers individuels*, 1996.
- CHANDLER (S.), *Les femmes russes*, Mons-Paris, 1912.
- DESPY-MEYER (A.), *Les femmes et l'enseignement supérieur: l'Université Libre de Bruxelles de 1880 à 1914*, Bruxelles, 1980.
- GODFRIND (V.), *Les étudiantes russes à l'ULB de 1905 à 1914*, mémoire de licence de l'UCL, 2005.
- GOUZEVITCH (I.) & GOUZEVITCH (D.), "Se former et s'informer. Un regard sur la migration scolaire est-européenne dans les établissements français d'enseignement technique entre 1800 et 1940" in: P. Lang (ed.), *Les universités des ponts à travers l'Europe*, Francfort, 2003, pp. 247-278.
- LACOMBLE-MASEREEL (B.), *Les premières étudiantes à l'Université de Liège – années académiques 1881-1882 à 1919-1920*, Liège, 1980.
- SCHREIBER (J.P.), *Immigration et intégration des juifs en Belgique (1830-1914)*, thèse d'histoire ULB, 1993.
- STENGERS (J.), "L'immigration de 1830 à 1914: données chiffrées", *Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique de la préhistoire à nos jours*, Bruxelles, 1992, pp. 91-119.

Studentes als uitwijkelingen? Het voorbeeld van de Russinnen aan de ULB tussen 1905 en 1914

VINCIANE GODFRIND

SAMENVATTING

Onderzoek naar Russische studentes baseert zich vanzelfsprekend op de eerste plaats op academische bronnen. Voor wat de Université Libre de Bruxelles aangaat kan men gebruik maken van een inventaris waarin alle inschrijvingen van studentes zijn opgenomen. 144 van hen werden voor dit onderzoek geselecteerd. Hun identiteit, stad van herkomst, aantal studiejaren en eventueel eindexamen konden uit de inventaris opgemaakt worden. Deze gegevens werden met de klassieke bronnen voor migratiegeschiedenis aangevuld: de dossiers bewaard door Openbare Veiligheid – dienst vreemdelingenpolitie en de bevolkingsregisters. Vooral de dossiers van de vreemdelingenpolitie leverden nuttige informatie op betreffende de Russische studentes: ze

lieten toe de verblijfplaats in België te achterhalen, naam en voornaam, geboorte- en huwelijksakte, aanvragen voor verblijfsvergunning of naturalisatie, en politieverlagen hen betreffende. Zodoende konden de gegevens van de inventaris aanzienlijk aangevuld worden voor 85 studentes, zowat 60% van de hele groep.

Waarom kozen deze studentes voor een studieverblijf in het buitenland? Vernedering en discriminatie omwille van hun religieuze overtuiging vormden waarschijnlijk een belangrijke drijfveer. Van de 144 Russinnen zouden er 90 van joodse afkomst zijn. In het Tsarenrijk waren de joden onderworpen aan een residentieplicht, en verplichtte een numerus clausus joodse mensen die wilden studeren naar het buitenland te trekken.

109 Russische studentes gingen in Elsene wonen, vooral in de omgeving van het Fernand Coqplein, een buurt waar veel joden rondliepen. In Brussel concentreerden ze zich rond de Grote Markt, de Zavel en de St. Michiel en Goedele-kathedraal. De meesten streken neer in 'joodse' straten.

De meeste Russische studentes kozen voor geneeskunde, de grootste onder de Brusselse faculteiten. 25% schreven zich in voor natuurwetenschappen, 20 % voor sociale wetenschappen. De studentes komen in principe maar voor hun studietijd naar België, maar velen onder hen vestigen zich definitief, en anderen zullen tientallen jaren later terugkomen

Female students as migrants? The case of the Russians at the Free University of Brussels between 1905 and 1914

VINCIANE GODFRIND

SUMMARY

For the study of female Russian students at the Free University of Brussels between 1905 and 1914, the main source is an inventory containing the registration data of all female students. 144 female Russian students were selected of whom we know the identity, their city of origin, their study length and possible graduation. To complete our search, we further relied on other classical sources used for the history of migration: the files of the Security Service (Foreigner Police) and the population registers. The study of the files

of the Foreigner Police proved very successful for female Russian students. We were able to obtain information on their place of residence in Belgium, their surname, first name, police inquiries, marriage acts, birth acts, residence permits or requests for naturalisation. Thanks to the combination of all these sources, we were able to gather in-depth information for 85 students, i.e. for about 60 percent of the original panel.

Why did these female students chose to study abroad?

Discrimination and humiliation for religious motives are prominent reasons. Amongst the 144 Russian female students in Brussels, 90 appear to have been Jewish. In the Russian empire, Jews were constrained to live in a particular place. Furthermore, during the empire period, a *numerus clausus* applied for Jews, which obliged them to expatriate to obtain a diploma.

109 out of the Russian female students settled in Ixelles, in the neighbourhood of the Fernand Coq place, a location where many Jews lived. In Brussels, a high concentration of female students lived in the vicinity of the *Grand Place*, the Sablon square, and near the Saint-Michel and Gudule cathedral. Most of them settled in so-called "Jewish" streets.

The main choice of study for Russian female students was medicine, which was the most attended faculty at the Brussels University. The second choice, about 25% of the registrations, was natural science. Social sciences represent 20% of the registrations. The latter field attracted most Russian students for a single registration.

Student migration is usually thought to be temporary, but several of these Russian female students settled in Belgium, while others returned decades later.